



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE

## MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

Du 9 au 15 juin 2023

### En bref

Bien que le "super peso" soit devenu l'une des monnaies les plus attrayantes pour les investisseurs, **le pouvoir d'achat des ménages bénéficiaires de transferts de fonds** risquerait de chuter de 10,6 %, soit la perte la plus importante depuis le début du recensement des *remesas*. Si le taux de change se maintenait au niveau actuel jusqu'au T4 2023, les entreprises exportatrices et les ménages récepteurs de transferts de fonds **souffriraient d'une contraction des marges de profit et du pouvoir d'achat**, respectivement. Cela se traduirait par un ralentissement de la consommation privée, des exportations **et de la création d'emplois**.

LE CHIFFRE À  
RETENIR

-10,6 %

Potentielle perte de pouvoir d'achat  
des ménages bénéficiaires de  
transferts de fonds

### Zoom sur

L'inflation continue sa décélération en mai 2023 dans le Triangle Nord. Les taux d'inflation ont atteint leur niveau le plus bas depuis mai 2022, août et février 2021 au Guatemala, à El Salvador et au Honduras respectivement. L'inflation reste fortement tractée par la hausse des prix du panier alimentaire de base, qui affecte négativement **le pouvoir d'achat des familles**. A El Salvador par exemple, la hausse des prix pour les produits alimentaires et boissons non-alcoolisées était de l'ordre de **8,35 % g.a** en mai 2023, soit près du double du taux d'inflation (4,41 % g.a).

#### TAUX D'INFLATION INTERANNUEL

	Mai 2022	Avril 2023	Mai 2023
EL SALVADOR	7,48%	5,44%	4,41%
GUATEMALA	5,82%	8,32%	6,54%
HONDURAS	9,09%	7,44%	6,58%

# Mexique

## 1. ECONOMIE

Le peso mexicain (MXN) s'est apprécié face au dollar (USD) ce mercredi 13 avril et a atteint son niveau le plus bas depuis sept ans après que **l'annonce du maintien du taux d'intérêt** inchangé de la Réserve fédérale américaine (Fed). Selon les données officielles de la Banque du Mexique (Banxico), le taux de change a terminé la session à 17,123 MNX/USD, ce qui représente une amélioration de 0,84 MXN, équivalant à une appréciation de +0,49 % par rapport à son niveau de la veille. Bien que la Fed ait maintenu son taux inchangé, celle-ci projette que son **taux d'intérêt directeur** augmenterait probablement encore de 50 pdb en 2023, en raison de la résilience du marché de l'emploi et d'un lent déclin de l'inflation.

Près de 95 % des municipalités mexicaines pourraient souffrir d'une crise de liquidités au cours des prochains mois si les contributions fédérales continuaient de diminuer drastiquement. Les statistiques du ministère des finances et du crédit public (SHCP) indiquent qu'au T1 2023, les dotations de l'État et des municipalités ont connu leur plus forte baisse en 14 ans, soit une diminution de 8,3 % g.a. Selon le président de la Conférence nationale des municipalités du Mexique (Conamm) et de la Fédération nationale des municipalités du Mexique (Fenam), le gouvernement fédéral n'aurait pas la capacité de résoudre cette urgence de liquidités en raison de (i) l'affaiblissement du Fonds de stabilisation des revenus des entités de la Fédération (FEIEF), (ii) des politiques de subvention de l'essence et (iii) le maintien du taux d'intérêt élevé par Banxico. Par ailleurs, le SHCP a expliqué que la baisse des participations de l'État aurait été vécue et traitée différemment dans chaque région du pays. En effet, seulement 5 % des municipalités du pays, principalement celles situées le long de la frontière avec les États-Unis, seraient en mesure de faire face à cette situation, grâce aux bénéfices apportées par le *nearshoring* qui compenserait en partie cette baisse de participations étatiques.

Le directeur de la banque espagnole BBVA Mexique a affirmé que la stabilité macroéconomique ne devrait pas être perturbée **par l'investiture d'une nouvelle administration**, en raison de (i) finances publiques saines et (ii) **d'une continuité** politique promise par les candidats. En effet, il a déclaré que d'ici la fin du mandat d'Andrés Manuel López Obrador (AMLO), le ratio dette/PIB resterait stable et qu'il ne prévoyait pas de détérioration de la qualité des investissements au Mexique ni de problèmes pour couvrir les échéances de paiement du gouvernement fédéral ou de Pemex (entreprise publique la plus endettée au monde).

Compte-tenu de la trajectoire baissière de **l'inflation** depuis le mois de janvier 2023, le marché se questionne sur la durée de la pause dans le cycle de resserrement monétaire de Banxico. En outre, certaines institutions bancaires telles que Bradesco BBI, Citibanamex ou Natixis estiment qu'une baisse des taux de 25 pdb n'interviendrait pas avant décembre. Le groupe financier Monex considère que Banxico réduirait son taux de 50 pdb au T4 2023 et clôturerait l'année à 10,75 %. Le gouverneur adjoint de Banxico, Jonathan Heath, est plus optimiste en émettant l'hypothèse d'une baisse du **taux d'intérêt directeur** à partir de novembre 2023. Toutefois, il souligne la nécessité du maintien d'une politique monétaire restrictive au moins jusqu'au T3 2023.

Dans son rapport sur les indicateurs régionaux **de l'activité économique 2023**, l'institution bancaire mexicaine, Citibanamex, a conclu que grâce au retour à la normale des activités touristiques, les États à forte vocation touristique sont ceux qui connaîtraient la plus forte croissance en 2023. Le rapport a indiqué que le rythme de croissance économique et l'impact du ralentissement prévu en 2023 divergeaient fortement entre les États. Citibanamex explique que l'emploi et les salaires continueraient de croître ainsi que le flux de touristes étrangers en direction du Mexique, bien qu'ils aient tendance à ralentir. Par exemple, le Quintana Roo serait l'État avec la plus forte croissance du PIB au niveau national, qui serait de 4,3 % en 2023, contre 10,8 % en 2022. Par ailleurs, le rapport souligne également que les États qui reçoivent des ressources publiques destinées à la

construction de projets gouvernementaux phares pourraient atteindre une croissance économique plus élevée. Tabasco, où la raffinerie Dos Bocas est en cours de construction, devrait connaître une croissance de 4,2 % en 2023. *A contrario*, Citibanamex affirme que les États du nord et certains États de la région du Bajío (centre) pourraient connaître un ralentissement significatif de leur production industrielle, en particulier dans le secteur manufacturier, en raison d'une demande extérieure plus faible. Dans ce sens, Durango enregistrerait une croissance du PIB de 0,7 % et Coahuila de 0,9 % en 2023. Toutefois, Citibanamex rappelle que le processus de relocalisation de certaines industries (*nearshoring*) pourrait compenser cette dynamique, de sorte que les effets d'un ralentissement initial de la production pourraient être mineurs. Dans ce contexte, la croissance du PIB de Nuevo León augmenterait de 3,9 % en 2023. De tous les États, Campeche serait le seul à connaître une contraction de son PIB, qui serait de 2,8 %.

Le ministère des Finances et du Crédit public (SHCP) a réduit les subventions au prix des carburants après de considérables aides octroyées **l'année dernière**. En effet, l'institution a ajusté à la baisse le soutien au paiement de l'impôt spécial sur la production et les services (IEPS) pour l'essence. De ce fait, l'aide fiscale au paiement du quota pour l'essence Magna (moins de 91 octanes) sera de 24,32 %, contre 28,65 % la semaine dernière. En termes monétaires, cela signifie que les automobilistes devront payer 4,47 MXN de plus par litre d'essence Magna. Quant à l'essence Premium, elle ne bénéficiera plus de soutien fiscal, contre 1,45 % la semaine précédente. Les consommateurs paieront donc 4,99 MXN de plus par litre d'essence Premium. Chaque semaine, le SHCP actualise ce stimulus en fonction (i) du taux de change, (ii) de la référence internationale et (iii) des coûts logistiques.

Dans son rapport annuel "Migration et développement", la Banque mondiale considère **que l'augmentation historique des flux d'envois**

de fonds vers le Mexique est due à l'augmentation du nombre de migrants en transit qui restent dans le pays, compte tenu du renforcement des contrôles frontaliers appliqués par les États-Unis. **L'organisation** a déclaré que les migrants en transit en provenance de Cuba, du Nicaragua, du Salvador, du Honduras et du Venezuela passaient par le Mexique et le Guatemala pour se rendre aux États-Unis et recevaient, en conséquence, des fonds de leurs familles vivant à l'extérieur du Mexique afin de couvrir leurs frais de subsistance et d'autres dépenses. La majorité de ces expéditeurs de fonds se trouveraient aux États-Unis, où les niveaux d'emploi et les salaires des travailleurs hispaniques nés à l'étranger sont plus élevés. Au cours du T1 2023, le Mexique a reçu plus de 37 000 demandes d'asile selon la Commission mexicaine d'aide aux réfugiés. À ce rythme, la Banque mondiale précise que le Mexique aura le plus grand nombre de demandes d'asile et deviendra le 3<sup>ème</sup> pays pour les demandeurs d'asile après les États-Unis et l'Allemagne, ce qui pourrait stimuler une nouvelle augmentation du flux des transferts de fonds. Par ailleurs, les analystes de la Banque Mondiale ont mis en lumière le cas du Chiapas, l'un des États les plus pauvres du Mexique et la forte croissance des flux d'envois de fonds qu'il a connue récemment. Entre le T1 2020 et le T1 2023, les envois de fonds au Chiapas ont presque quadruplé, passant de 250,5 M USD à 956,6 M USD.

## 2. FINANCES PUBLIQUES

**L'absence de réforme budgétaire à moyen terme** ferait porter un risque sur les finances publiques du pays, compte tenu de (i) **l'augmentation de la pression** sur les dépenses publiques et (ii) **l'affaiblissement des marges de manœuvre budgétaires**. Sans l'introduction d'une réforme budgétaire, il existerait un risque d'endettement accru et d'incapacité des services publics à répondre aux besoins de la population, affectant la productivité et, par conséquent, le développement économique. La dernière réforme budgétaire adoptée remonte à 2014, pendant le mandat d'Enrique Peña Nieto. Depuis

lors, seules quelques modifications ont été apportées aux lois budgétaires et au code des impôts, étant donné le credo actuel du gouvernement de ne pas augmenter ou créer d'impôts. Par ailleurs, selon les experts financiers interrogés, la réforme budgétaire ne devrait pas se concentrer uniquement sur les contribuables, mais aussi sur l'amélioration de l'efficacité des dépenses et la redéfinition des priorités. Ces priorités pourraient inclure, entre autres, (i) les domaines de l'éducation, la santé, la sécurité et des infrastructures ; (ii) le coût des retraites ; (iii) la transition démographique ; (iv) la coordination budgétaire avec les entités, et (v) la prise en compte du changement climatique.

Le ministère des Finances (SCHP) a révélé que la collecte des impôts de janvier à mai 2023 a été inférieure de 71 Mds MXN au montant prévu par la Loi sur les revenus de la Fédération (LIF). Cet écart s'est creusé en mai 2023 puisqu'en avril, cette différence était seulement de 41,79 Mds MXN. La banque mexicaine, Banamex, a expliqué que cet écart avait été anticipé dès la publication de la loi en septembre 2022 et a été confirmé dans un rapport sur les finances publiques au T1 2023, où les estimations de recettes ont été ajustées à la baisse en raison d'un cadre macroéconomique moins favorable que celui prévu en 2022.

Les dépenses sociales (santé, éducation et protection sociale) ont diminué de 2,7 % au T1 2023. Les dépenses sociales, l'une des priorités du gouvernement d'AMLO, ont connu leur plus forte baisse de puis le début du mandat présidentiel au cours du T1 2023. Sur cette période, les finances publiques ont été affectées par la baisse des recettes pétrolières, et par des recettes fiscales décevantes, dans un contexte d'augmentation du service de la dette. En conséquence, les dépenses ont été affectées ce premier trimestre, avec seuls 65 M USD pour l'éducation, la santé, et la protection sociale, soit une baisse de 2,7 % g.a.

### 3. ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

Le groupe financier américain Citi a annoncé **qu'il vendrait son unité mexicaine Banamex par le biais d'une offre publique initiale (IPO)**. Cette IPO s'effectuerait en 2025 à la fois au Mexique et aux États-Unis. La décision de l'introduction en bourse de Banamex dans les deux pays serait due à (i) la taille de l'entreprise et au montant du placement que représente une opération de cette ampleur, (ii) l'importance de l'entreprise au Mexique et (iii) la profondeur du marché boursier offert par les États-Unis. Si le président du conseil d'administration de la Bourse mexicaine (BMV), Marcos Martinez Gavica, estime que l'opération aux États-Unis se ferait à la Bourse de New York (NYSE), le choix de la bourse au Mexique resterait pour le moment indéterminé.

Romero Oropeza, **directeur de l'entreprise** publique de pétrole, Petróleos Mexicanos (Pemex), a déclaré que le plein fonctionnement de la raffinerie *Dos Bocas* et de l'usine de cokéfaction de Salina Cruz dans l'État d'Oaxaca en 2024 permettrait au pays **d'être** autosuffisant en carburants. Lors de l'inauguration du XVIIe Congrès mexicain du pétrole à Campeche, M. Romero Oropeza a expliqué que sous l'administration actuelle, le traitement du brut a doublé grâce à la réhabilitation du Système national de raffinage (SNR). Jusqu'en 2023, 853 000 barils de pétrole brut ont été traités en moyenne par jour, grâce aux six raffineries du SNR. Pour 2023, l'objectif serait d'atteindre 1,6 million de barils par jour en moyenne, et 1,85 million en 2024 prenant en compte le fait que la raffinerie *Dos Bocas* fonctionnerait déjà à sa capacité maximale.

#### 4. Indicateurs Bourse, Change et Pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau le 15/06
Bourse (IPC)	1,57%	+14,49%	55 145,43 points
Change MXN/USD	-1,50%	-16,10%	17,12
Change MXN/EUR	0,00%	-12,96%	18,74
Prix du baril mexicain	-3,37%	-44,71%	63,56

## Amérique centrale

### 1. GUATEMALA

Le Guatemala a émis des euro-obligations pour un montant de 1 Md USD. Le prêt a été négocié pour une durée de 12 ans (échéance en 2035) **avec un taux d'intérêt à 6,6 %**. L'opération a été réalisée par l'intermédiaire de Banco Santander, l'une des plus grandes banques d'investissement au niveau mondial. Le montant ainsi obtenu doit servir à financer une partie du budget public pour l'année en cours, budget qui s'élève à 14,7 Mds USD. Pour rappel, c'est la seizième fois de son histoire que le Guatemala émet des euro-obligations, et c'est la cinquième fois qu'une opération de ce type est réalisée par le gouvernement actuel qui, au total, a émis des titres pour un montant de 3 Mds USD.

Selon un rapport du Ministère du Travail, les grandes entreprises, représentant 5 % du total des entreprises du pays, ont généré 35 % de **l'emploi formel en 2022**. Si les grandes entreprises (plus de 15 421 salariés) génèrent une partie importante de l'emploi au Guatemala, la

majorité de l'emploi formel (67 % en 2022) est assurée par les microentreprises de moins de 190 salariés. Parmi les employés déclarés, on compte 70 % d'hommes et 30 % de femmes. Le département de Guatemala concentre 56 % des établissements de travail, et la majorité des établissements de travail restants se trouvent dans les villes de Quetzaltenango, Escuintla, et Sacatepéquez. Pour ce qui est de l'activité économique, le commerce prédomine avec 28 % des établissements de travail, suivi de l'industrie manufacturière avec 10 %, des services et de l'administration avec 8 % chacun. Les établissements de travail agricoles ne représentent que 5 % du total, car seule l'activité productive formelle est enregistrée par le Ministère du Travail.

Le gouvernement guatémaltèque a souscrit à une assurance auprès de la Banque Mondiale contre les précipitations excessives, laquelle couvrira **jusqu'à 7,2 M USD de dommages**. La couverture de l'assurance souscrite auprès du mécanisme d'assurance contre les risques catastrophiques des Caraïbes (CCRIF) de la Banque mondiale a été étendue à l'ensemble du pays alors qu'elle ne couvrait que certaines zones en 2022. L'objectif de cette opération est de pouvoir mobiliser rapidement des ressources financières pour gérer les dommages liés à des précipitations excessives lors de la saison des pluies. Un montant de 800 000 USD a été versé à la CCRIF par le gouvernement guatémaltèque qui pourra **en retour bénéficier d'une couverture de près de 7,2 M USD** en cas de catastrophe naturelle liée aux fortes pluies.

### 2. EL SAVADOR

**L'Assemblée Législative a approuvé un prêt de 75 M USD** de la CAF (Corporación Andina de Fomento) visant à améliorer le climat des affaires. Près de 20,5 M USD seront dédiés à l'amélioration de l'efficacité des institutions publiques compétentes en la matière, 44 M USD à la modernisation des infrastructures aux postes frontières afin de réduire les délais et coûts logistiques et 9 M USD pour l'achat de nouveaux systèmes douaniers. Pour rappel, El Salvador est

membre de la CAF depuis mars 2022, impliquant une souscription de capital de 460 M USD sur 7 ans. Depuis son adhésion, 300 M USD ont déjà été approuvés sous forme de prêts, dont 75 M USD ont déjà été décaissés. Les approbations ont porté sur la réduction de la brèche digitale dans les écoles (150 M USD), la construction de routes durables (75 M USD) et l'appui au secteur de la santé suite à la pandémie (75 M USD).

Les députés ont approuvé la proposition de loi du gouvernement, réduisant le nombre de municipalités du pays de 262 à 44. Moins de deux semaines après l'allocution annuelle du président Nayib Bukele face à l'Assemblée Législative durant laquelle il avait présenté ce projet, les députés ont approuvé, cette nouvelle loi intitulée « Ley Especial de Reestructuración Municipal », à 66 voix pour et 15 contre. L'Assemblée législative avait déjà approuvé la semaine dernière la seconde proposition du président visant à réduire le nombre de député de 84 à 60. Selon le président du Congrès, Ernesto Castro, cette nouvelle loi permettra des économies de 250 M USD par an. Elle sera effective à partir de mai 2024.

Cristian Flores, commissaire présidentiel chargé des projets stratégiques, a annoncé que les **projets de train et d'aéroport du Pacifique** seraient réalisés sous le deuxième mandat du gouvernement actuel. Ces deux projets d'infrastructures étaient des promesses de campagne du président Nayib Bukele. Christian Flores a précisé que la première phase du projet, comprenant la réalisation d'études d'ingénierie et de design, avait déjà été lancée.

### 3. HONDURAS

Première visite officielle en Chine de la présidente Xiomara Castro, trois mois après la rupture des relations diplomatiques avec Taiwan. La mandataire du Honduras s'est rendue en Chine du 9 au 14 juin, accompagnée d'une délégation d'entreprises. Cette visite fut l'occasion pour Xiomara Castro d'inaugurer l'Ambassade du Honduras en Chine et de rencontrer son homologue Xi Jinping ainsi que

Dilma Rouseff, ex-présidente du Brésil. Lors de cette rencontre, la présidente hondurienne a déposé une demande officielle d'intégration à la *New Development Bank*, banque multilatérale de développement créée par les BRICS en 2015. En parallèle de cette visite d'Etat, s'est tenu le premier forum d'affaire sino-hondurien, organisé par la Chambre de Commerce Internationale de Chine.

**En réaction à l'indisponibilité des barrages hydroélectriques** liée à la période de sécheresse, **l'entreprise publique d'électricité, la ENEE, a annoncé des coupures d'électricité de 3 à 4 heures par jour.** ENEE a précisé que les plans d'interruption d'approvisionnement en électricité seront actualisés tous les lundis et détailleront, par région, les plages horaires des coupures d'électricité programmées.

### 4. PANAMA

Le directeur général de Banco Nacional de Panamá (BNP) a annoncé **l'approbation d'une augmentation de capital de 150 M USD**, pour atteindre un capital total de 1 Md USD. Le capital de l'institution aurait augmenté de 350 M USD en 4 ans, soit une augmentation de 54 %. En avril 2023, le portefeuille de prêts total était de 5,9 Mds USD et les actifs de 14 Mds USD. Les bénéfices de la BNP ont atteint les 195 M USD en 2022, en augmentation de 60 % par rapport à 2021. Le portefeuille de crédits a augmenté de 15 %. Les crédits hypothécaires représentent 359 M USD de l'encours.

**L'aéroport international de Tocumen** aurait généré 65 M USD de bénéfices lors du premier trimestre 2023, en augmentation de 7,6 % g.a. Entre janvier et mars 2023 l'aéroport a accueilli 4,2 M de passagers, soit 24,6 % de plus qu'au T1 2022. Parmi les 65 M USD de bénéfices, 43 M USD correspondent aux taxes aéroportuaires et 21 M USD à des revenus commerciaux liés aux redevances des commerces installés dans l'aéroport. En 2021, la société anonyme Tocumen avait émis une dette de 855 M USD, dont 555 M USD doivent être remboursés pour 2041. En 2022,

Tocumen S.A. a payé 62 M USD pour le remboursement de cette dette, en 2023 elle devrait rembourser 88 M USD.

**Selon l'Autorité du Tourisme du Panama, le** nombre de touristes a augmenté de 84 % au T1 2023 en g.a. Près de 786 854 touristes sont rentrés sur le territoire national, dont 188 114 par le biais de croisières. Le nombre de touristes qui restent plus de 24 heures sur le territoire national a augmenté de 57 % par rapport au T1 2021, atteignant 521 107 personnes. Ovidio Díaz, président de la Chambre nationale du tourisme du Panama (Camtur), a qualifié de "bonne" la performance de l'activité au cours du T1 2023, mais a averti que la différence serait "drastique" lorsque les chiffres du T2 seront connus.

Les mouvements commerciaux de la Zone Libre de Colon (ZLC) ont atteint une valeur de 11,4 Mds USD entre janvier et mai 2023, une augmentation de 33,8 % g.a et de 70 % par rapport à la même période en 2021. La ZLC comptabilise 4,9 Mds USD d'importations et 6,5 Mds USD de réexportations. Le volume de marchandise a augmenté de 16 % en g.a, atteignant 866 tonnes. La Chine et l'Union Européenne ont été les principaux fournisseurs en valeur, respectivement 31 % et 27 % des importations, suivi des États-Unis (7,6 %) et du Mexique (2,6 %). En volume, la Chine a représenté 55 % des importations, et l'Union Européenne 5,7 %. Les produits pharmaceutiques restent les premières marchandises échangées en valeur.

## 5. NICARAGUA

La coopération économique entre le Nicaragua et la Chine se poursuit dans plusieurs domaines. Les autorités nicaraguayennes ont signé un accord avec l'entreprise chinoise *Yutong* pour l'achat de 500 autobus qui seront utilisés pour le transport public. Aucune information concernant le prix des bus, le mode de financement ou le calendrier de la vente n'a été communiquée. En outre, le Ministre de l'Industrie, du Développement et du Commerce nicaraguayen a annoncé que l'accord de libre-

échange entre le Nicaragua et la Chine pourrait être prêt d'ici août 2023, pour une entrée en vigueur en janvier 2024. Seront en particulier concernées par cet accord de libre-échange, les exportations nicaraguayennes de produits alimentaires tels que le bœuf, les fruits de mer ou encore le café. L'*Instituto de Protección y Sanidad Agropecuaria* (IPSA) travaille actuellement sur la mise en œuvre d'une nouvelle norme de vérification de la qualité et l'homologation des mesures phytosanitaires afin de pouvoir exporter les produits alimentaires nicaraguayens vers la Chine.

Plus de 1,4 Md USD ont été envoyés au Nicaragua sous forme de *remesas* entre janvier et avril 2023 soit 60,9 % de plus qu'au cours de la même période en 2022, selon la Banque Centrale du Nicaragua. Ces fonds provenaient majoritairement des États Unis (81,1 %) dont l'augmentation a été de 71,9 % par rapport à la même période en 2022. Le Nicaragua est le pays d'Amérique centrale où l'augmentation des *remesas* a été la plus importante sur la période.

## 6. COSTA RICA

**Les exportations d'ananas ont diminué de 8,1 % en 2022, et l'ensemencement devrait diminuer** en 2023 (le pays représente 70 % des exportations mondiales). Les producteurs projettent une contraction de 30 % de la surface de production d'ananas dans le pays en 2023 par rapport à 2022, en raison des coûts élevés des intrants, des facteurs climatiques et de l'appréciation du taux de change. La culture d'ananas représente 15 000 emplois et la réduction de la surface cultivée en 2023 devrait entraîner la perte de 4 515 emplois, selon la Chambre nationale des exportateurs et des producteurs d'ananas.

**Selon l'Institut National des Statistiques et du Recensement, l'inflation a accéléré sur 25 produits communs d'août 2022 à mai 2023.** Par exemple, le prix du citron a augmenté de 76,57 %, la farine de 23,62 %, le sel de 21,1 % ou encore les œufs de 16,39 %. Bien que certains

produits alimentaires résistent encore au ralentissement, la consommation de produits alimentaires et de boissons non alcoolisées a enregistré une baisse totale de 1,89 % entre août 2022 et mai 2023. Au cours de la même période, l'inflation globale a également enregistré une baisse de 2,78 points.

## Caraïbes

### 1. CUBA

De fortes pluies ont frappé, la semaine dernière, plusieurs provinces des régions centrales et orientales de Cuba, faisant 6 morts. Les précipitations cumulées ont dépassé les 200 millimètres. Des milliers d'habitants ont été privés d'électricité. Si les autorités sont encore en train de chiffrer les dégâts, les premières évaluations indiquent des coûts importants de reconstruction. Plus de 1 200 logements ont été touchés dont plus de 100 ont été complètement détruits. Les infrastructures de services publics, tels que les routes, la téléphonie et l'électricité ont été également endommagées, entraînant l'isolement des communautés et des pannes de service. Le Ministère de l'Agriculture a également indiqué que plus de 10 000 hectares de cultures ont été touchées. Ces pluies ont cependant permis d'augmenter considérablement les stocks d'eau dans le pays, en proie à des sécheresses chroniques. Ainsi, les réservoirs du pays ont aujourd'hui en stock 5,9 Mds m<sup>3</sup>, soient 65 % des réserves du pays, contre 42 % la semaine dernière. D'après les autorités de l'Institut des ressources hydrauliques (INRH), ce niveau devrait augmenter dans les prochains jours en raison de l'accroissement du ruissellement, censé dépasser les 6 Mds m<sup>3</sup> à la fin du mois.

### 2. HAITI

Le 8 juin 2023, lors du Sommet Etats-Unis/Caraïbes organisé à Nassau (Bahamas), la vice-présidente américaine Kamala Harris a présenté une série de nouveaux financements de l'Agence des États-Unis pour le développement

international (USAID) pour venir en aide à Haïti. Ainsi, afin d'améliorer la résilience et la productivité du secteur agricole et lutter contre l'insécurité alimentaire qui touche plus de la moitié de la population haïtienne, l'USAID a l'intention de fournir 10,5 M USD au pays. L'agence américaine enverra également près de 54 M USD supplémentaires au peuple haïtien en réponse à la crise humanitaire. Cela porte le financement total de l'USAID pour les activités d'intervention humanitaire en Haïti à plus de 110 M USD pour l'année 2023. Ce nouveau financement permettra de fournir aux Haïtiens vulnérables une aide humanitaire d'urgence en facilitant par exemple l'accès à de l'eau potable et à des soins de santé, ainsi qu'à des soins de soutien pour les survivants de violence.

### 3. JAMAÏQUE

L'Indice de la Bourse de la Jamaïque (JSE) a enregistré 1,7 Md USD d'échanges financiers en mai 2023, soit une diminution de 59,5 % par rapport à mai 2022. La valeur échangée au cours des cinq premiers mois de 2023 est inférieure de 54 % à celle de 2022. La valeur actuelle de l'indice JSE est inférieure à celle observée en 2020 au moment du COVID-19. En mai 2018, 8,68 Mds USD avaient été échangés, soit un volume cinq fois supérieur à la valeur actuelle.

### 4. ARUBA

Selon le rapport de l'article IV du FMI, le PIB réel a augmenté de 27,6 % en 2021 et la croissance est estimée à 7,3 % en 2022. Cette récupération est liée à la reprise du tourisme permise par la levée des restrictions introduites pendant la pandémie. La croissance du PIB réel devrait ralentir pour atteindre 2,3 % en 2023, à mesure que le rebond postpandémique des arrivées de touristes s'estompe. À moyen terme, la croissance devrait s'établir à 1,1 %.

L'inflation ralentirait pour atteindre 3,2 % à la fin de 2023 en raison du ralentissement de la demande intérieure et de la baisse des prix internationaux des produits de base. Le solde

budgétaire devrait afficher un excédent en 2023 et à moyen terme soutenir la stratégie de réduction de la dette du gouvernement central à 71 % du PIB d'ici 2028. L'excédent de la balance courante devrait se réduire à moyen terme en raison du ralentissement de la croissance du tourisme.

Le taux de chômage est tombé à 6,6 % en juin 2022 et semble avoir continué à baisser au cours des mois suivants. La forte reprise du tourisme a augmenté l'excédent de la balance courante, tandis que les réserves de change restent suffisantes, équivalentes à 7,3 mois d'importations fin 2022.

## 5. CURACAO

**Selon le rapport de l'article IV du FMI, la** croissance a été de 4,2 % en 2021 et elle est estimée à 6,5 % en 2022. Une croissance modérée d'environ 3 % est prévue pour 2023 et 2024. L'inflation devrait décélérer à 3,7 % en 2023 et à une moyenne de 2 % à moyen terme. Des progrès significatifs ont été réalisés dans le domaine des finances publiques au cours des deux dernières années. L'excédent budgétaire de

près d'1 % du PIB en 2022 témoigne d'une amélioration substantielle par rapport au déficit de 1,6 % enregistré en 2019. Le ministère des Finances de Curaçao attribue cette amélioration à une meilleure gestion budgétaire et à une collecte plus efficace des impôts.

## 6. TRINITE-ET-TOBAGO

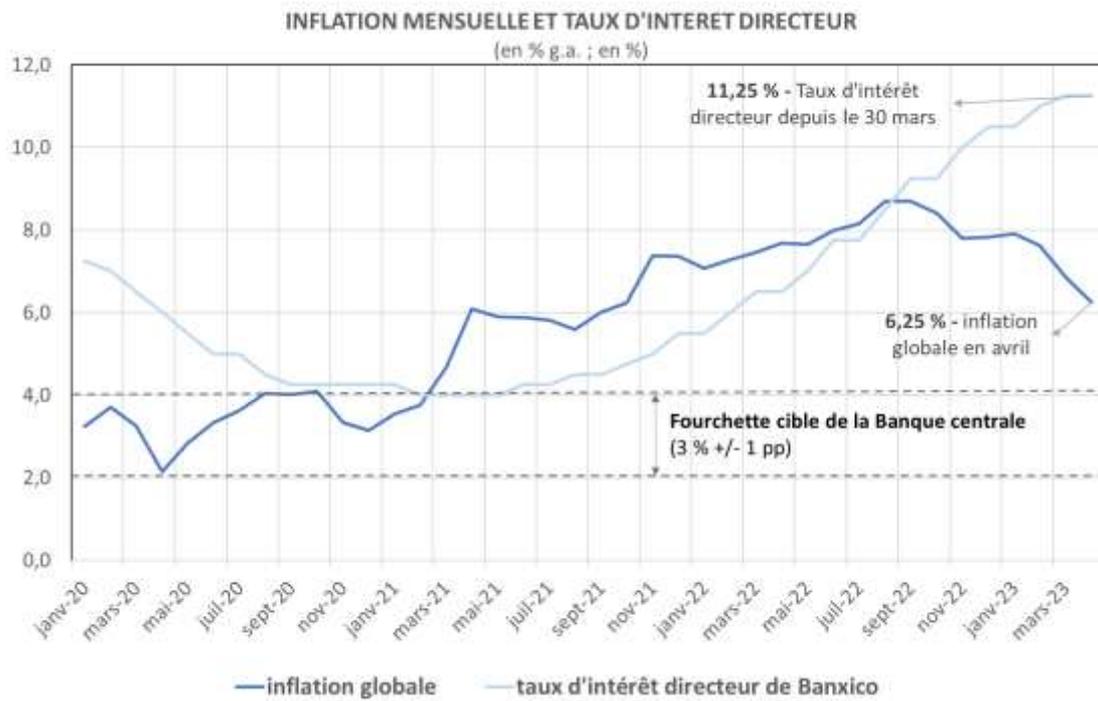
La valeur de l'actif net du Heritage and Stabilisation Fund (HSF), le fonds souverain du pays, s'élevait à 5,1 Mds USD au 31 décembre 2022, soit une augmentation de 9,06 % en g.a. La valeur nette du HSF a augmenté de 427 M USD entre le 1er octobre et le 31 décembre 2022. Selon le rapport du T1 2023 du HSF, le budget a contribué à hauteur de 182 M USD en 2022.

## Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

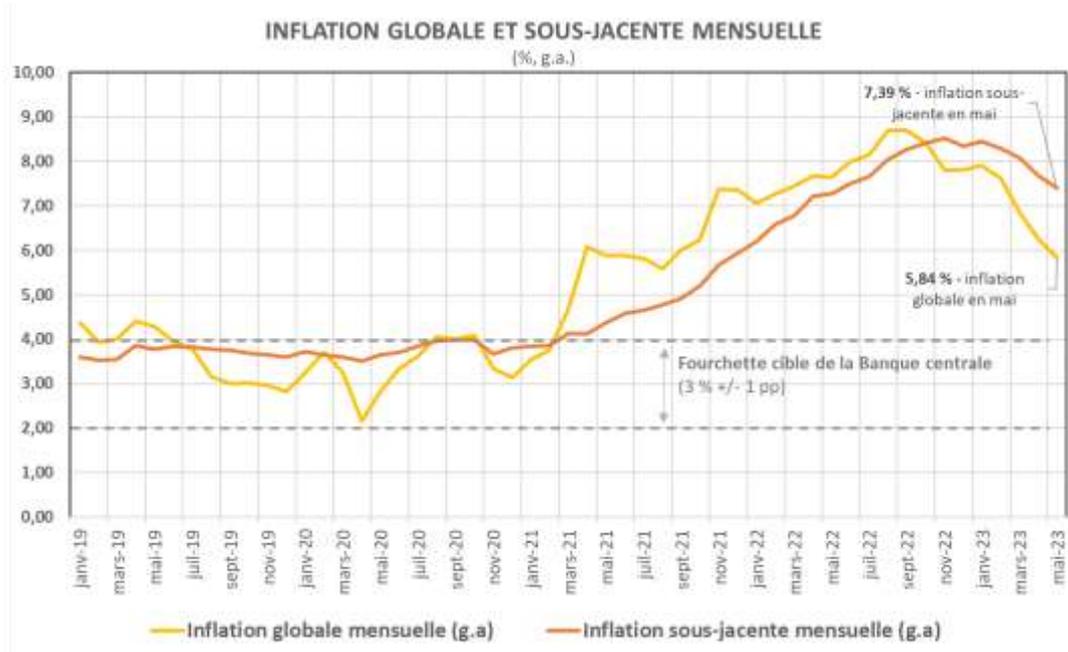
Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2022)	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Prévision FMI 2023	Prévision FMI 2024	Dette publique (% PIB, 2023, prév FMI)	Inflation (fin 2023, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	130,1	1 414,1	- 8 %	4,7 %	3,1 %	1,8 %	1,6 %	55,6 %	5 %	11,25 %
Belize	0,4	3,0	-13,4 %	15,2 %	11,4 %	3 %	2,0 %	60,4 %	3,1 %	2,25 %
Costa Rica	5,2	68,4	-4,3 %	7,8 %	4,3 %	2,7 %	3,2 %	63,5 %	3,9 %	7,50 %
Guatemala	18,7	93,7	-1,8 %	8 %	4,0 %	3,4 %	3,5 %	28,6 %	6,4 %	4,75 %
Honduras	10,3	31,5	-9 %	12,5 %	4 %	3,7 %	3,5 %	n/d	6,4 %	3,00 %
Nicaragua	6,6	15,8	-1,8 %	10,3 %	4,0 %	3,0 %	3,3 %	44,5 %	6,1 %	7,00 %
El Salvador	6,3	31,6	-8,2 %	10,3 %	2,8 %	2,4 %	1,9 %	76,1 %	2,5 %	--
Haïti	12,1	20,5	-3,3 %	-1,80 %	-1,7 %	0,3 %	1,2 %	20,3 %	44,5 %	10,00 %
Jamaïque	2,7	16,0	-9,9 %	4,6 %	4,0 %	2,2 %	2 %	77,9 %	5,5 %	7,00 %
Panama	4,3	72,0	-18 %	15,3 %	10 %	5 %	4 %	54,3 %	3,1 %	--
République Dominicaine	10,6	112,5	-6,7	12,3 %	5 %	4,3 %	5 %	58,3 %	5,7 %	8,00 %
Cuba	11,2	25,3	-10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

*Source:* FMI, World Economic Outlook, Avril 2023

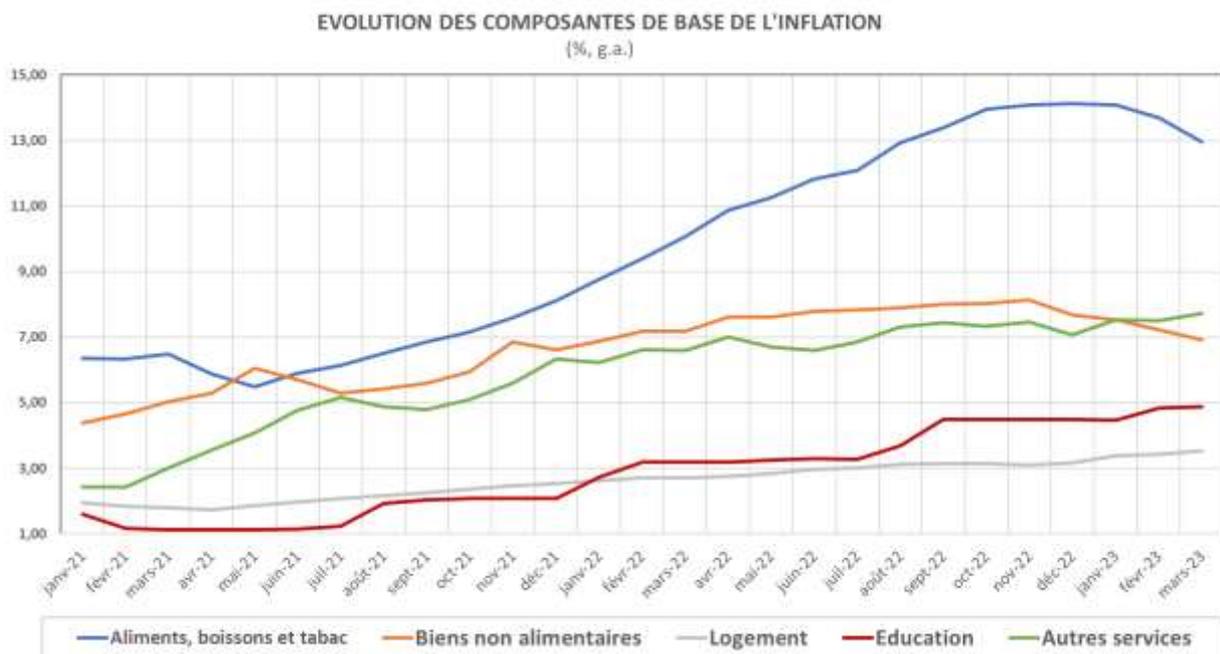
## – Annexe Graphique – Mexique –



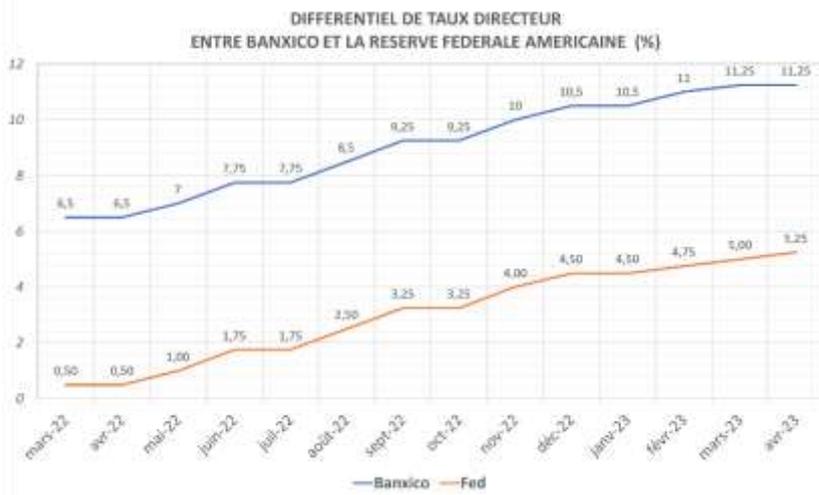
Source : Banque centrale du Mexique, Institut National de la Statistique et de la Géographie



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie

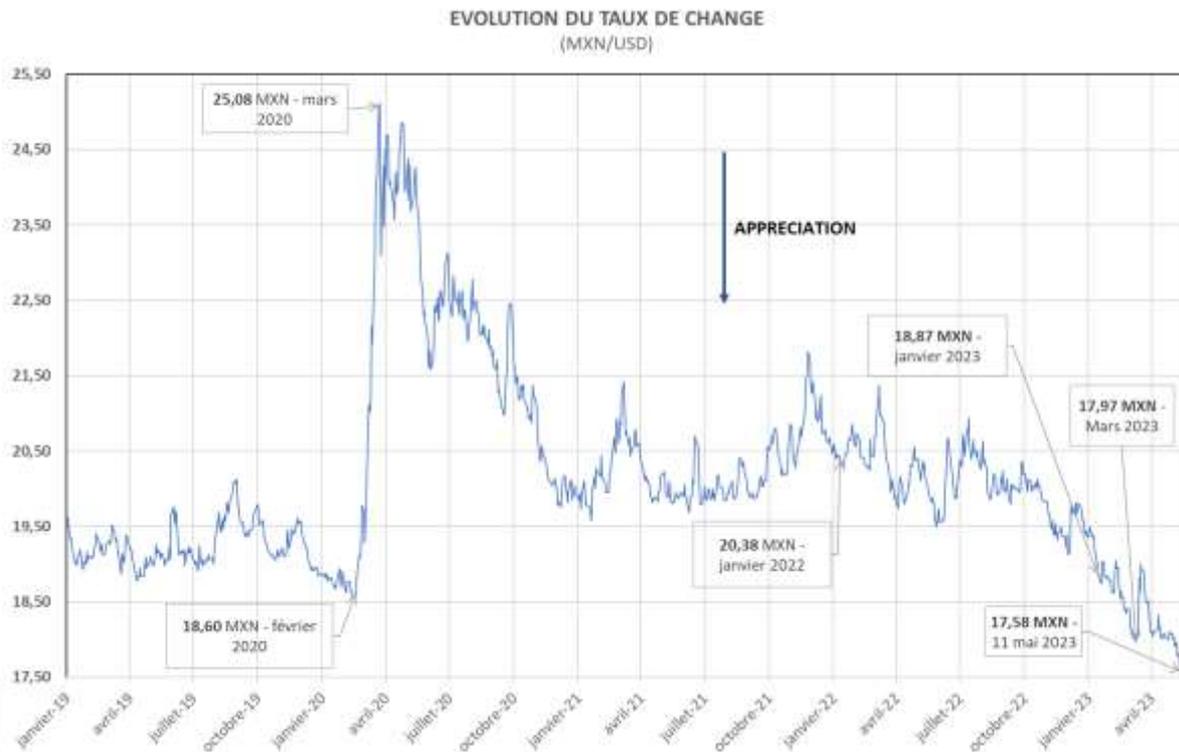


Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie

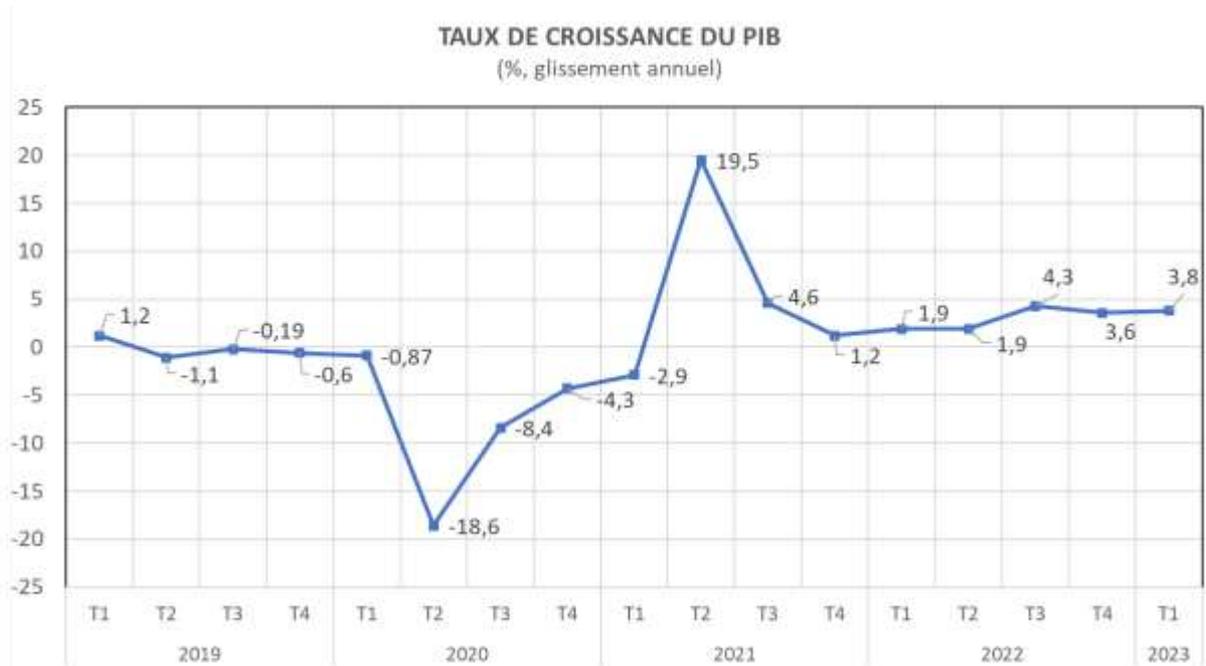


date	taux d'intérêt directeur de Banxico	Fourchette haute du taux directeur de la Fed	Différentiel de taux entre Banxico et la Fed (pdb)
mars-22	6,50	0,50	600
avr-22	6,50	0,50	600
mai-22	7,00	1,00	600
juin-22	7,75	1,75	600
juil-22	7,75	1,75	600
août-22	8,50	2,50	600
sept-22	9,25	3,25	600
oct-22	9,25	3,25	600
nov-22	10,00	4,00	600
déc-22	10,50	4,50	600
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600

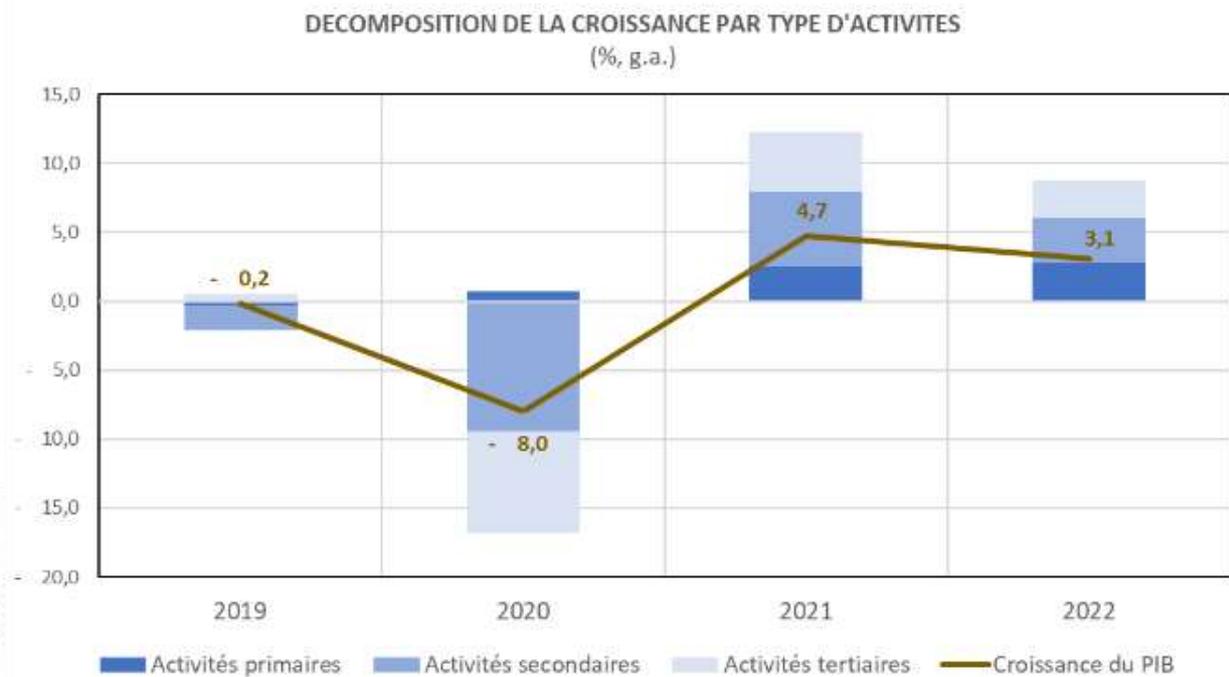
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve fédérale américaine



Source : Banque centrale du Mexique

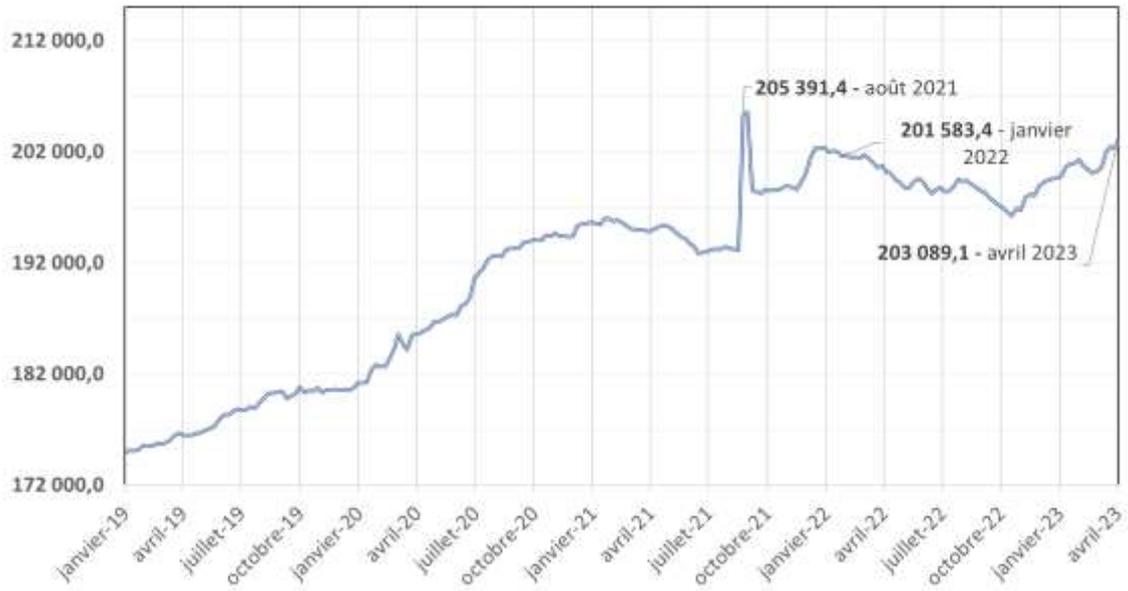


Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie

### MONTANT DES RESERVES INTERNATIONALES (en M USD)



Source : Banque centrale du Mexique